

La Confrontation USA-Chine est-elle aussi un « malentendu de civilisation » ?

La question de savoir quelle est la nature de la confrontation USA-Chine est essentielle car sa durée, son intensité, et ses conséquences, sont le danger principal, aujourd'hui, pour la prospérité et la paix du monde.

De la réponse à la question dépend aussi l'approche d'une possible solution

Mais ce qui est frappant, c'est qu'avant même que les attaques concrètes sur les exportations ou les percées technologiques chinoises aient été suivies du moindre effet, l'administration américaine a mis la Chine en accusation pour son comportement à Hong Kong, au Xin Jiang (mise en camp de rééducation d'un million de Ouïghours, musulmans de cette Province de l'Ouest, accusés d'être engagés dans une revendication d'indépendance, voire dans le Jihad), enfin pour sa responsabilité dans la crise du Coronavirus, partie de Chine et (mal) gérée par les autorités chinoises avec les conséquences désastreuses que l'on connaît. Et ces comportements seraient l'expression de la toute-puissance du Parti communiste et du retour à un régime d'autocratie personnelle, telle que la Chine l'a connu sous Mao.

Cette mise en cause virulente a une conclusion : selon les Etats-Unis, le régime communiste chinois accumule des comportements inacceptables pour la démocratie dans le monde. L'Amérique doit donc prendre la tête d'une offensive (une sorte de croisade) pour éviter que l'hégémonie mondiale soit celle d'une puissance communiste qui menacerait, ipso facto, le bien-être de tout le monde libre.

Ce sont des paroles qui rappellent la guerre froide. Les USA parlent, d'ailleurs, de la Chine comme d'une menace « idéologique », nous ramenant au face à face avec l'Union Soviétique.

L'idéologie parle des valeurs et les valeurs sont le substrat des civilisations.

1. Le premier à évoquer la question des « valeurs » est XI Jinping.

En 2018, le Président Xi annonçait l'ambition chinoise de retrouver la place dans le monde qu'elle détenait, jusqu'au XIX^e siècle, avant l'arrivée brutale des puissances occidentales : la première.

Reconfirmé pour cinq années supplémentaires et assuré d'un possible renouvellement à l'issue des dix ans prescrits par la tradition fixée par Deng Xiaoping, Xi affirme alors l'importance des « valeurs chinoises », définissant ainsi l'importance donnée à la civilisation chinoise et à son rayonnement.

Ce rayonnement civilisationnel incontesté de la Chine ne s'exerçait auparavant qu'en Asie de l'Est. C'était maintenant le monde qui devenait la cible de cette nouvelle influence espérée.

Les valeurs chinoises n'étaient pas détaillées mais chacun comprenait qu'il s'agissait des valeurs traditionnelles de la Chine, celles donc qui définissent la civilisation chinoise.

Le nouveau dirigeant suprême s'inscrivait ainsi dans la tradition des Empereurs chinois qui ont considéré ces valeurs comme le socle de leur pouvoir.

Au cœur de ces valeurs, la philosophie politique était celle que les Empereurs Han avaient adopté, il y a 22 siècles, celle de Confucius.

Confucius fut, d'ailleurs, la vedette de la Cérémonie d'ouverture des JO de Beijing, en 2008, supervisée par ...Xi Jinping, alors Vice-Président. L'homme a de la suite dans les idées.

En même temps, la centralité de la Chine, exprimée par son nom chinois, Zhong Guo (le pays du milieu) était à nouveau à l'ordre du jour.

Xi Jinping allait plus loin : il entendait s'appuyer sur la réussite économique (assurée par la révolution économique opérée par Deng Xiaoping et poursuivie, dans une relative discrétion, par les Présidents Jiang et Hu), pour affirmer plus loin encore la puissance chinoise.

Cette affirmation de puissance passe d'abord par une restructuration complète de l'économie du pays.

La position d'« Usine du Monde » déplaît, en réalité, au gouvernement chinois car elle est humiliante (une « sous-traitance »), risquée (car sujette à la demande étrangère) mais, surtout, parce qu'elle ne permet pas aux entrepreneurs chinois d'obtenir la juste part de la valeur ajoutée des produits de ces usines.

Le processus complexe des chaînes de valeurs, organisée autour de la Chine, est aujourd'hui remis en cause par les Etats-Unis, mais la Chine avait commencé, elle-même, à le mettre en question, avant la crise sanitaire.

Xi entendait, en effet, couronner les efforts entrepris par ses prédécesseurs, en faisant du « modèle chinois » le système économique de référence : le « Socialisme aux caractéristiques chinoises » se présente comme le plus performant et est proposé aux autres pays, à commencer par les pays émergents.

Des projets d'une ambition inouïe, comme la Belt and Road Initiative (« les nouvelles Routes de la Soie », financées, pour lancer les projets, à hauteur de 100 milliards de dollars par une cinquantaine de pays qui ont contribué au capital d'une Banque spécifique, l'AIIB), visent à restructurer la géographie du monde comme le firent, en leur temps, le percement des canaux de Suez et de Panama.

Faire de la Chine le centre d'influence du Grand Continent (celui qui réunit, dans la plus grande masse terrestre, les quatre continents : l'Asie, l'Europe, la Russie et l'Afrique) est l'objectif affiché du Pays du Milieu.

Ceci relèguerait les Amériques à une position de « Grandes Iles » un peu lointaines, même si de nombreux liens, tissés au cours des décennies passées, ont créé des relations durables.

2. On peut donc comprendre que les Etats-Unis aient perçu cette ambition comme une menace réelle pour leur suprématie.

La question devient de savoir ce qu'est la nature de la menace.

Le système chinois est la combinaison de trois « modèles » : un modèle économique (le « Socialisme aux caractéristiques chinoises ») ; un modèle de pouvoir (celui d'un Parti unique, le Parti Communiste chinois, d'inspiration léniniste) ; un modèle de civilisation (assis sur la tradition confucéenne).

Autrement dit, on pourrait parler du système chinois comme issu d'une fusion de la tradition confucéenne, organisée et contrôlée par le Parti Communiste, dans un contexte d'acceptation de l'économie de marché, elle-même tempérée par l'existence d'un puissant secteur public, d'un Plan « incitatif » et d'un système bancaire aux mains de l'Etat et favorisant les objectifs du Parti.

Du Confucianisme, les dynasties impériales qui se sont succédées ont surtout retenu le respect de la hiérarchie à laquelle le citoyen doit se soumettre. Cet ordre hiérarchique est défini, dans le détail, par la codification précise des relations entre individus, selon leur niveau hiérarchique et des individus à l'égard du pouvoir central.

Le pouvoir impérial détient ainsi le contrôle de tout le système. Il n'abandonne pas les autres prescriptions de Confucius, notamment l'égalité de tous les hommes (intégré au système de recrutement des hauts fonctionnaires par le concours mandarinal) mais il les tient à distance, tout comme la vertu nécessaire du dirigeant est la contrepartie de son pouvoir absolu.

Le Confucianisme est d'abord un humanisme, mais ceci fut mis de côté. Il suffisait, pour une bonne administration de l'Empire, qu'un brassage régional des élites et un partage contrôlé des prébendes assurent les fidélités.

En 1949, Mao imposa le type de pouvoir communiste tel qu'il fut structuré par Lénine autour d'un Parti tout puissant. Quand il en perdit le contrôle, il organisa la Révolution Culturelle pour reprendre en mains un pouvoir que le fonctionnement de ce Parti ne garantissait plus. Confucius fut alors l'une des cibles.

Deng révisa l'organisation du Parti, remit Confucius à l'honneur et organisa sa succession de manière à éviter le retour d'un pouvoir trop personnel. Il y réussit pendant vingt ans et permit une certaine décentralisation du pouvoir.

La stratégie de Xi fut de reprendre le contrôle du Parti avant de rétablir le contrôle du Parti sur le pays.

Mais dès 1980, le Parti avait cessé d'être communiste pour être mis au service du nouveau modèle économique, proprement chinois, le « Socialisme aux couleurs de la Chine ».

Ce nouveau système combine les bienfaits du marché, intérieur et extérieur, avec le maintien du contrôle final de l'essentiel des orientations par les dirigeants du Parti, les six Membres du Comité Permanent du Bureau Politique et son Secrétaire Général. Les 92 millions de membres du parti unique assurent, à la fois, la mise en œuvre des directives du centre, mais sont aussi de remarquables « capteurs » des sensibilités des citoyens, éléments qui remontent au centre et permettent de mesurer les attentes et les résistances.

Sur le plan productif, la moitié des entreprises sont privées, les autres restent publiques (les State-Owned-Enterprises, SOE) et les rouages du gouvernement, à travers les Plans Quinquennaux et la présence du Parti dans chaque parcelle de l'organisation économique et sociale, assurent une direction univoque.

Voilà le « Modèle économique chinois » que Xi voudrait ériger en exemple d'efficacité et d'équilibre entre « biens communs » et satisfaction des désirs privés.

3 Le début de la confrontation.

La détermination chinoise de retrouver sa « place légitime » dans le monde, a été renforcé par la crise du capitalisme libéral et financier, d'essence américaine, en 2008.

Les Chinois ont noté alors les faiblesses du système capitaliste (érigé jusque-là en modèle mondial incontournable pour tout pays souhaitant la réussite de son développement) au moment même où le système chinois s'épanouissait dans la réussite des JO de Beijing.

Nous voilà donc avec une Chine qui a rattrapé une partie de son retard sur l'Occident (et sur les amis asiatiques de l'Occident : Japon, Corée du Sud, Taiwan et Singapour) et qui aspire désormais à le dépasser en s'appuyant sur la fidélité à ses méthodes propres, c'est-à-dire ses valeurs.

Ce rattrapage a un scénario, le « China Dream », la réalisation du rêve de la primauté en 2049, cent ans après la révolution victorieuse.

Elle a une feuille de route à court terme, le plan « China 2025 » et un système économique, le modèle chinois décrit plus haut.

Cet ensemble de programmes est public et certains s'étonnent de l'hubris qui semblerait s'être emparé de Xi lorsqu'il annonce ses ambitions immenses en même temps qu'il est conscient des défis à affronter, dont les moindres ne sont pas une démographie défavorable (une population vieille avant d'être riche) et un contexte mondial en fort ralentissement depuis la crise de 2008 et qui réduit les marges de manœuvre.

On avait pu penser que les USA relèveraient ce défi économique par le jeu de la concurrence.

Après tout l'ancienneté et la solidité de leur puissance leur donnaient une avance confortable et ils avaient toujours su, dans le passé, rebondir et trouver de nouvelles sources de dynamisme.

Ainsi, un autre défi leur avait été déjà lancé par le Japon des années 80, défi qu'ils avaient relevé, notamment grâce à une pression politique aboutissant à une forte réévaluation de la monnaie d'un pays qui dépendait des USA pour sa sécurité. Mais, en parallèle, les USA transformaient leur économie selon les prescriptions d'un groupe des meilleurs économistes américains qui publièrent un rapport d'orientation : « Made In America ».

Pourtant, avec la Chine, qui leur apparaît en concurrence directe pour la suprématie mondiale, et qu'ils jugent prédatrice, il en va autrement.

Il semble que la productivité industrielle américaine, ses avancées scientifiques et technologiques, bref sa crédibilité mondiale, soient en question. Les Etats-Unis doutent.

La concurrence seule n'était donc plus une solution.

Les attaques vont alors porter sur les comportements de la Chine, ses méthodes commerciales « déloyales », son « pillage technologique » et, finalement, son système politique, et économique, bref, ses valeurs mêmes.

4.Ce passage par le réel permet-il de répondre à la question :la confrontation avec la Chine contient-elle un « composant civilisationnel » ?

Les Etats-Unis parlent de la Chine comme de leur « rival stratégique ». Et ils ajoutent qu'ils ne peuvent abandonner la suprématie mondiale à un « pays communiste ».

L'Union Européenne, plus subtile ou plus prudente, parle d'un « rival systémique ». Elle s'approche donc de la présentation chinoise, celle qui propose le « modèle chinois » et les « valeurs chinoises » qui lui sont associées.

Nul ne parle d'un éventuel « clash » de civilisation, mais on constate du moins un profond malentendu fondé sur l'ignorance des valeurs de la Chine et l'idée, fortement ancrée, que les valeurs occidentales sont universelles.

Ce que les Etats-Unis reprocheraient ainsi à la Chine, c'est de prétendre concurrencer l'Occident en utilisant les outils techniques de ce dernier... mais avec ses valeurs propres, c'est-à-dire son système de pouvoir.

Si c'est bien cela, l'aspect « civilisation » prend son sens.

Pourtant, la Chine déclare qu'elle n'entend pas faire de prosélytisme « idéologique » ni imposer son modèle économique.

Elle dit vouloir seulement le proposer, et, pour l'heure, on ne voit rien, dans la politique chinoise qui montrerait un objectif de diffuser son système par la force, sauf dans les territoires « historiquement » chinois, comme Hong Kong ou, un jour non précisé, Taïwan.

Finalement les éléments qui peuvent faire accepter l'idée d'un « fossé de civilisation », sont l'immense incompréhension des positions chinoises par l'Occident et l'accumulation des malentendus qui en résulte.

L'Occident juge la Chine à l'aune de ses propres valeurs, qu'il qualifie d'« universelles », et s'offusque que la Chine ne les accepte pas.

Il est vrai que nombre de Chinois, hors de Chine mais aussi en Chine même comprennent nos valeurs occidentales, les jugent bonnes et seraient prêts à les adopter.

Mais ils estiment souvent, en lucidité, qu'elles ne correspondent pas à l'état de leur développement, de leur organisation, de leur histoire, des valeurs acceptées, bref de leur civilisation.

Ils les considèrent comme « extérieures » à leur système de traditions et aspireraient, peut-être, à y accéder un jour, quand « les temps seront mûrs ».

Quant aux reproches et accusations, les Chinois ne les comprennent simplement pas (ou ne veulent pas les comprendre ni les entendre) parce qu'ils sortent de leur univers mental.

Et puis, ils voient la réalité des démocraties occidentales : les inégalités, les foyers de pauvreté, les grèves, les émeutes, les partis extrémistes, la démagogie et, enfin l'immigration, valorisée (nos sociétés « multi culturelles », « multi raciales ») alors qu'eux-mêmes y sont opposés.

Et ils constatent la persistance, en Occident, du racisme, de l'antisémitisme, l'état des prisons, les incivilités, l'indiscipline, voire l'anarchie, saluée au nom de l'individualisme.

Rien, dans tout cela les dispose à écouter et accepter nos « leçons ».

La confrontation, on espère l'avoir montré, comporte au moins une forte composante civilisationnelle, qu'on ne peut rejeter sous peine de ne rien comprendre à ce qui se déroule sous nos yeux.

Daniel Haber

« Groupe de Travail Stratégie », dirigé par Jean-Louis Guibert.